



UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 10 NOVEMBRE 2020

REPONSES AUX QUESTIONS ECRITES DES ACTIONNAIRES
(Articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de commerce)

COMBINED GENERAL MEETING OF NOVEMBER 10, 2020

ANSWERS TO SHAREHOLDERS' WRITTEN QUESTIONS
(Articles L. 225-108 and R. 225-84 of the French Commercial Code)

Unibail-Rodamco-Westfield SE (« **URW** ») a reçu par courrier électronique plusieurs questions écrites de trois actionnaires. Le texte intégral des questions écrites reçues et des réponses apportées par le Directoire figurent dans le présent document mis en ligne sur le site internet d'URW.

Unibail-Rodamco-Westfield SE ("URW") received several written questions from three shareholders by email. The full text of the written questions received and the answers provided by the Management Board are included in this document published on the URW's website.

I – QUESTIONS DE M. CHARLES CUNY

1. Pourquoi ne pas apporter nos actifs américains (15 Md€ valorisé au 31/12/19) à une société REIT que l'on introduirait en Bourse à New York ? En cédant par exemple 75% des titres de cette nouvelle structure, cela nous permettrait de récupérer du cash et de déconsolider une partie de la dette du groupe. Mon calcul est le suivant : 15 Md€ de patrimoine US (cf. document universel 2019) moins 6 Md€ de dettes nettes (LTV arbitraire de 40%) cela aboutit à un actif net réévalué de 9 Md€. Par prudence, la capitalisation boursière ressortirait à 4,5 Md€ en appliquant une décote de 50%. En récupérant 3,4 Md€ (75% x 4,5 Md€), cela nous permettrait d'éviter à l'euro près une augmentation de capital dévastatrice pour l'actionnaire. Qu'en pensez-vous ? Si ces actifs sont devenus invendables, pourquoi les avoir simplement achetées il y a seulement 3 ans ?

Nous avons envisagé de multiples options et un tel plan présenterait certaines difficultés. Pour qu'une cotation se traduise par un produit permettant de réduire l'endettement d'Unibail-Rodamco-Westfield, elle devrait prendre la forme d'une introduction en bourse avec placement de titres (par opposition à une cotation directe avec distribution des titres aux actionnaires). Le marché actuel américain montre que la plupart des foncières commerciales, si ce n'est toutes, ont des capitalisations boursières inférieures à leurs actif net calculées par les observateurs du secteur. On peut s'interroger sur l'intérêt des investisseurs pour une telle opération dans le contexte de marché actuel. En outre, la création d'une nouvelle structure dédiée comporte des coûts et des risques significatifs. Pour illustrer cet environnement de marché difficile, on peut donner l'exemple de l'annulation de l'acquisition de Taubman par Simon Properties, ou les récentes faillites des SIIC CBL et Pennsylvania, qui ont pourtant des portefeuilles d'actifs commerciaux de qualités très différentes.

2. Pourriez-vous nous communiquer le coût financier cash d'une dégradation de plusieurs crans de la note obligataire d'URW et sa sensibilité ? Je subodore que ce coût serait nettement inférieur au

coût dilutif de l'augmentation de capital envisagée. Par ailleurs, beaucoup de sociétés à l'image de Vinci Airport, la Compagnie des Alpes ou encore Elis ont récemment obtenu la suspension de leurs covenants. Pourquoi les banques nous refusent-elles un waiver ?

Il y aurait en effet un accroissement du coût de financement associé à une notation de crédit dégradée, comme cela a été le cas lors des émissions d'obligations au premier semestre. Si le coût de la dette était le seul problème, une augmentation des fonds propres ne serait pas nécessaire. L'accès illimité au marché de la dette est essentiel et nous avons fait le choix difficile de garantir cet accès face à l'importante dette du Groupe et des incertitudes actuelles liées à la pandémie de la COVID-19.

3. Le Président du Directoire, M. Cu villier, a déclaré dans le journal Investir que l'accès au marché obligataire est essentiel. Compte tenu de la structure de la dette, nous le comprenons tous. Toutefois, dans un contexte où la BCE rachète à tour de bras des obligations corporates (dont des junk bonds) pourquoi précipitez-vous le lancement d'une augmentation de capital. Notre société est encore loin d'une notation junk bond et on peut raisonnablement anticiper un soutien durable de la banque centrale européenne.

Les investisseurs obligataires ne considèrent pas seulement la notation actuelle mais aussi la trajectoire future basée sur sa dette actuelle et les perspectives du Groupe dans l'environnement actuel. La notation de crédit du Groupe depuis 2019 est passé de A2/A perspective stable pour les deux agences à Baa1 (stable) et A- (perspective négative). Ces dernières notations sont conditionnées par la bonne exécution du plan RESET, dont son augmentation de capital. Un échec de cette augmentation pourrait entraîner une pression énorme sur la notation du Groupe. Nous ne pouvons pas compter uniquement sur le soutien de la BCE, qui pourrait d'ailleurs se trouver réduit si notre notation devait être à nouveau dégradée.

4. A la place d'une augmentation de capital, pourquoi n'avez-vous pas émis une obligation convertible avec un prix d'émission supérieur (généralement la prime d'émission est de 25-30%) au cours de Bourse ? Cela limiterait un peu la dilution. Les obligations convertibles sont assimilables en IFRS à des fonds propres et ne viendraient donc pas peser sur le LTV de notre Groupe. A combien estimez-vous la décote appliquée en cas d'augmentation de capital ? 15%, 30%, 50%, plus ? A contrepied de l'opération que vous envisagez, la société française Akka Technologies connaît aussi un parcours boursier très décevant. Elle a annoncé début octobre une augmentation de capital avec une prime de 43%. Comment pourriez-vous vous en inspirer ?

Même si les obligations hybrides sont traitées en IFRS comme des capitaux propres, elles sont généralement traitées par les agences de notation à 50% comme de la dette. Les investisseurs equity considèrent les hybrides en général comme de la dette. Les obligations convertibles sont quant à elles toujours traitées comme de la dette. L'objectif étant de désendetter la Société, le bénéfice d'émettre une obligation hybride s'en trouverait limité. Par ailleurs, des questions se posent sur la faisabilité d'une telle émission d'hybrides, ses conditions et le volume pouvant être levé sur ce marché pour répondre aux besoins de financement.

5. Lors de la publication de vos résultats 9 mois, vous indiquez un retour des loyers en 2021 à un niveau de 80-90% celui de 2019. Toutes choses étant égales par ailleurs, pouvons-nous raisonnablement pensé que les valeurs d'expertise pourraient baisser d'ici 2021 dans une fourchette comprise entre 10 et 20% et pas jusqu'à 50% comme indiqué dans votre présentation Reset du 28 octobre 2020 ?

Premièrement, le retour des loyers à un niveau de 80-90% en 2021 n'implique pas nécessairement une évolution spécifique des valeurs d'expertise, puisque les experts construisent des modèles

d'actualisation des flux de trésorerie futurs sur 5 ou 10 ans, de sorte que leur vision sur les années futures soit également importante.

Deuxièmement, nous n'avons pas indiqué nous attendre à une chute des valeurs de 50 %. Nous avons présenté ce scénario dans lequel la Société serait forcée de vendre rapidement des actifs importants, comme le proposait le consortium.

6. Engagez-vous (cette question s'adresse au Directoire et au Conseil de Surveillance) à participer à l'augmentation de capital en achetant des DPS (car vous avez très peu d'actions en portefeuille) sur le marché à hauteur de vos rémunérations (salaire, bonus et jetons de présence) perçues depuis le rachat de Westfield ?

Les membres du Conseil de Surveillance ont tous rempli leur obligation initiale d'acquérir des actions sur le marché pour un montant équivalent à un an de leur rémunération en qualité de membre du Conseil de Surveillance. Si ces montants sont actuellement inférieurs, c'est parce que les membres de votre Conseil de Surveillance ont subi la même perte financière que tous les investisseurs à la suite de la baisse de la valeur de l'action. Les membres du Conseil de Surveillance se sont tous engagés à exercer leurs droits préférentiels de souscription dans le cadre de l'augmentation de capital.

Les membres du Directoire, et plus généralement la Senior Management Team, ont significativement investi dans les actions URW. Ils participeront tous à l'augmentation de capital.

7. A l'image de Klépierre, pourriez-vous nous communiquer la répartition des loyers facturés par segment de locataire en 2019 et actuellement : mode, culture, santé/beauté, alimentation/restauration, équipement de la maison et divers ?

Au 31 décembre 2019, les principales catégories de locataires présents dans les centres du Groupe en termes de surface commerciale utile étaient : la mode (31 %), le divertissement (12 %), la restauration (11 %), la culture, les médias et technologie (8 %) et le mobilier et décoration (7 %).

II. QUESTIONS DE M. PIERRE LEGROS

1. A quelle date ont commencé les premières discussions avec le pool bancaire destiné à garantir l'augmentation de capital et quelles en sont les modalités financières au regard de la fixation du montant de la prime d'émission de l'action ?

Le plan RESET est l'aboutissement d'une réflexion du Conseil de surveillance et du Directoire qui a débuté en mai.

2. Exposé des motifs. Lors de la dernière assemblée générale, les dirigeants ont été amené à préciser ce qui suit Question 5. Quelles explications pouvez-vous nous apporter à la suite de la nette contre-performance boursière du titre (cf. CAC 40 et Klépierre notamment) ? Pouvez-vous nous communiquer les principales interrogations (craintes mais aussi espoirs) de la communauté financière (brokers, gérants actions, agences de notation) au sujet de notre société ?

Il ne nous appartient pas d'interpréter les tendances des marchés financiers mais, en général, la volatilité importante des marchés ne reflète pas la force de notre activité, ni de nos actifs.

Compte tenu de ce qui précède, vous estimez que les cours de bourse ne reflètent pas la valeur de UNIBAIL RODAMCO. Vous avez par ailleurs précisé qu'au 30 juin 2020 : *L'actif net réévalué de reconstitution par action s'établit à 197,00€ au 30 juin 2020. Retraité des -0,53€ de mise à juste valeur d'actifs financiers et des -5,40€ de dividendes payés en 2020, il est en baisse de -25,87€ (-*

11,6%) par rapport au 30 juin 2019. (Note d'information du 29 juillet relative aux résultats du premier semestre 2020).

La Cour de cassation a récemment rappelé que le montant de la prime d'émission doit être fixé avec vigilance afin de limiter le risque de contestation. (Cass, com., 5 avril 2018, pourvoi n° 16-18.772). La mention sans réserve du montant de 197€ induit votre acceptation de la valeur de l'action Vous n'admettez pas la valeur des marchés. Il serait antinomique qu'elle serve de référence à l'augmentation de capital.

Question. Dans la logique de ce qui précède, confirmez-vous que les modalités d'augmentation de capital seront être fixées par référence à l'estimation de 197€. Sinon, pour quelle(s) raison(s) procéderez-vous autrement ?

Le prix d'émission sera déterminé d'après la valeur de marché de l'action et non sur l'actif net réévalué. En effet, les nouvelles actions seront émises puis échangeables sur les marchés et il ne serait pas intéressant pour les actionnaires actuels de souscrire à ces nouvelles actions à une valeur supérieure au cours actuel, comme il est usuel pour toutes les opérations d'augmentation de capital.

3. Exposé des motifs. Selon les dirigeants (Assemblée générale mixte du 15 mai 2020) : *Le niveau de levier et la baisse de la valeur des actifs - Dans cet environnement, les investisseurs se concentrent naturellement sur le bilan du Groupe. Les valeurs des actifs sont fixées deux fois par an par des experts indépendants, lors de nos résultats du premier semestre et nos résultats annuels. Au 31 décembre 2019, le ratio d'endettement était de 38,6 % et le ratio de couverture des frais financiers (ICR) de 5,7x, laissant une marge de manœuvre élevée pour respecter les niveaux de covenant fixés à 60 % et 2x. Pour atteindre le niveau de covenant en termes de ratio d'endettement, il faudrait enregistrer une détérioration de la valorisation des actifs environ deux fois supérieure à celle de la crise financière de 2008. Après finalisation de la cession des 5 actifs français, nous aurons cédé dans de bonnes conditions 4,8 Md€ d'actifs au cours des deux dernières années, après la clôture de la transaction Westfield. Conjugué aux actifs que le Groupe pourrait mettre en vente, ceci est de nature à rassurer quant au niveau de dette du Groupe. A la suite de l'épidémie de COVID-19, le Groupe a revu son portefeuille de projets de développement et a annoncé qu'il retirera 1,6 Md€ supplémentaires des projets contrôlés, y compris Westfield Milan, en plus des 3,2 Md€ qui ont été retirés lors de l'annonce des résultats annuels de 2019. Cela réduira évidemment les besoins de trésorerie du Groupe.*

Par ailleurs le 26 juin 2020, vous avez annoncé le succès d'un placement d'obligations seniors pour 750 millions d'euros, avec une maturité de 12 ans et portant un coupon fixe de 2,0%, le carnet d'ordres pour cette opération ayant dépassé 1,6 milliard d'euros.

Votre information en assemblée générale démontre que la société n'est pas sous capitalisée. Le succès de toutes les émissions obligataires démontre aussi la confiance des investisseurs dans la solidité du bilan de la société.

En revanche, à l'issue de l'augmentation de capital, la rentabilité par action serait mécaniquement dégradée. C'est contraire aux intérêts de la société comme des actionnaires qui ont supporté une perte de valeur de plus de 70% en moins d'un an. Cette perte de valeur a commencé avant l'épidémie « covid 19 », c'est un fait.

Cette perte de valeur a très probablement pour origine la gestion de la société. En résumé, cette augmentation de capital est contraire aux intérêts de la société comme à ceux des actionnaires minoritaires. La note d'information du 29 juillet 2020 est largement positive et à elle seule justifie l'absence d'augmentation de capital.

A défaut d'arguments tangibles, les dirigeants prennent le risque d'une class action des minoritaires pour demander l'annulation de cette assemblée pour abus de majorité.

Question. Quelle est la raison de cette augmentation de capital ?

L'augmentation de capital a pour objectifs de :

- Réduire le levier d'endettement pour renforcer la structure du capital à long terme ;

- Sécuriser un accès illimité au marché de la dette et maintenir une notation de crédit élevée « Investment grade » avec la baisse des ratios d'endettement liés aux dévaluations d'actifs ;
- Maintenir les ratios d'endettement dans les objectifs du groupe en gardant de la marge face à des dévaluations d'actifs plus importantes ;
- Positionner au mieux URW pour exécuter sa stratégie de long terme, puisque nous nous attendons à ce que le plan RESET ouvre la voie à une amélioration du cours de bourse maintenant que les inquiétudes sur le levier d'endettement sont moins pertinentes.

III. QUESTIONS FROM VEB/EUROPEAN INVESTORS¹

1. Chairman Colin Dyer stated in an interview with Bloomberg on 20 October that the U.S. assets are *de facto* unsellable. 'There is no bid, there is no market for shopping centers in the U.S, other than for redevelopment of weaker malls... '.

a. How can the reasonably low impairment of 3.6 percent over the third financial quarter be reconciled with the statement that 'there is no market in the U.S.'?

b. According to IFRS 'fair value' is defined as 'the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transaction between market participants at the measurement date'. Does URW believe it could sell the U.S. assets at the book value as published in the third quarter results (approx. 13 bn euros).

All of our US assets with a value of over €20 Mn were re-valued for the purposes of the Q3 September 30 balance sheet. These valuations are undertaken by professional real estate firms with long experience and strong expertise, and are done in accordance with the internationally recognised valuation framework. In the US our valuers are primarily Cushman & Wakefield and Duff & Phelps, two well recognised international companies which are fully independent from URW. These appraisers have access to our detailed asset plans and all relevant internal data.

The idea of fair value is predicated on an arm's length transaction after proper marketing and where the parties act without compulsion. It is the Group's understanding that there is not currently sufficient capital in the market for a transaction of that size, thus while any individual asset value may correctly represent the fair value of that asset, it might also not be possible to sell all centres, especially in a short-term time frame, where the Group might be characterised as being a "forced seller".

In addition, we believe potential buyers are waiting to have a clear view of the situation post-crisis to come back in a larger scale to the investment market on retail assets. However, the appraisers have taken into account the impact of COVID-19 in their valuation models by updating their assumptions related to discount rates and future cash flows.

In the absence of transactions to provide bench marks for capitalization rates (a lack of willing buyers in this instance), the valuation framework which is based on a long-term view on the value of the assets, is the basis for the value action of these assets (as outlined in URW's disclosures, which include all key parameters).

This is why we classify our assets under Level 3 fair value- because of the limited public data available, the complexity of real estate asset valuations, as well as the fact that appraisers use in their valuations the non-public rent rolls of the Group's assets. Given the current crisis and fact that

¹ Questions received in English language only.

such properties are not traded frequently, among others, it is difficult to reliably ascertain the market price at which one asset may be sold, let alone the portfolio.

2. URW's third-quarter financial results mention the bank line renewal needs. During the analyst conference call, URW stated that *'reinforcing the balance sheet will obviously help us in the extension of these credit facilities that will mature next year and the year after.'*

a. What is the relevance of the 'ample headroom' qualification on covenants ratios that URW has consistently communicated if renewal conditions are now apparently directly contingent on credit ratings?

b. Could URW elaborate on the (recent) discussions with the banks concerning the credit lines that must be renewed on short notice - i.e., did the banks express concerns and/or demanded that URW raised additional equity capital?

c. Does URW believe potential credit line renewals over the next 24 months are at risk if it does not raise 3.5 bn euros of equity capital?

The comment on ample headroom makes specific reference to the hard debt covenants built into the Group's banking facilities and USD bonds, which impose, at their strictest application, a maximum LTV of 60% and a minimum ICR of 2.0x. The Group had and continues to have ample head room before reaching these levels.

However, compliance within covenants is not the only driver of access to credit. Banks and bond investors assess a range of factors (including headroom to covenant, credit rating trajectory, business stability, outlook for LTV and valuations, etc) when deciding whether to provide the Group with new funds or to renew existing facilities.

Since the announcement of the RESET plan on 16 September discussions with the banks have been predicated on the existence of the RESET plan, hence it is not possible to speculate with any precision how these conversations might have gone if the plan were not put into place and the Group's balance sheet were to remain stretched.

In light of the second round of lockdowns in Europe in response to the pandemic and the uncertainty about the timing of a reliable vaccine and widespread vaccinations taking a risk on continued availability of bank lines or other credit markets as if nothing had happened is not a responsible risk to take for management of the Group. While this week there has been positive news about a potentially effective vaccine, progress in this regard has previously been uncertain. Furthermore, the acceleration of trends in retail already existent before the pandemic as a result of COVID-19 is expected to be a concern to risk managers within lending institutions. See article in Financial Times of October 27.

"Eurozone Banks rein in lending due to pandemic worries." This means that there is a risk that credit lines might either not be renewed or only renewed for lower amounts or at less favourable terms than previously or for shorter durations.

3. Since the announcement of RESET, URW repeatedly remarked, maintaining its credit rating to preserve access to debt markets at all times is the primary argument for the capital raise.

a. Could URW elaborate on the trade-off-analysis performed between (the highly dilutive effects of) the rights issue on the one hand and maintaining access to bond markets on the other hand?

b. Even after two potential downgrades, URW bonds would still be rated 'investment grade'. The markets for BBB-rated European bonds are deep and heavily supported by ECB asset purchase programs. Could URW provide a quantitative assessment of the risk that it will not have access to debt markets (please consider both probability and impact)?

While ECB support has been a clear positive, should bond investors demand incremental coupon step-ups in case the Group were to lose its investment grade rating, URW has been advised that in such case the Group's bonds would not qualify under the ECB's bond purchase mandate removing a significant amount of demand for bonds. Moreover, access to the credit markets is expected to be constrained in terms of timing of access and will depend on windows.

In a scenario where the access to the credit markets is substantially reduced or ceases, we believe there would be material risks for equity investors. The Group's credit lines are not extended by the banks to be the primary means to refinance maturing bonds. If this were to become so, we believe, risk committees of banks would certainly consider this. If the Group were to become unable to refinance or repay debt that falls due, regardless of the quantum, this would trigger an event of default, potentially handing control of the Group to its lenders and forcing the fire sale of assets at distressed values.

URW has a total quantum of debt which is 2x larger than the combined debt of the other BBB retail REITs in Europe. The credit markets focus not just on the current rating but also on the trajectory, which in URW's case is negative. While other companies in other industries may have larger amounts of debt, many of these have either much lower leverage than URW or operate in utilities/telco segments which have different characteristics to retail real estate.

4. Assuming a scenario where the capital raise is approved, is the URW board willing to postpone the capital raise and thoroughly re-evaluate its merits and timing, either with or without the potentially newly elected supervisory board members?

The Supervisory Board will meet after the EGM to discuss the outcome and determine whether or not to recommend to proceed immediately with the capital raising or otherwise, having regard to the vote today and the market conditions.

Any member of the Supervisory Board newly elected today would of course be able to participate in this discussion.

5. In its 2019 universal registration document dated 24 March 2020, URW commented '*The Group now has €10.2 Bn in cash on hand and undrawn credit lines, which provides it with the liquidity needed to cover all expected funding needs even under an extreme "stress test" scenario*'. With liquidity in excess of 12 bn euros, URW believes there is an 'immediate need to strengthen the balance sheet'. Is it fair to say URW's 'extreme stress test' as mentioned in the 2019 universal registration document dated 24 March 2020 was flawed?

No. This was in reference to a short-term liquidity squeeze due to the closure of our operations resulting from government measures taken to combat the COVID-19 pandemic. The primary purpose of credit lines is to allow for short-term financing of liquidity needs to bridge timing gaps between longer-term sources and uses of funding. This stress test analysis did not mean we could use the credit lines indefinitely to repay all debt that fell due over years to come (and in any event was calculated based on a theoretical scenario of up to 6 months of the crisis – a very specific exercise).

6. Will URW's Supervisory Board reconsider the position of the Management Board members in a scenario in which the rights issue is not approved by shareholders?

If the rights issue is not approved, the Supervisory Board will meet and discuss how to address the company's continued balance sheet issues in the context of not being able to raise the desired capital in the best interests of all stakeholders. It would be premature to speculate beyond that as of now.

7. Can the Supervisory Board assure investors that no variable compensation (both the short-term-incentive and long-term-incentive) will be granted and/or awarded to the Management Board and all URW employees over fiscal 2020?

It would be inappropriate to consider that all of our 3,400 plus employees receive no variable remuneration in a year when they have worked extremely hard under very challenging conditions to protect the operations of the Group.

As to the MB, and SMT, the RC will as every year review all components (quantitative and qualitative) of the STI in February and March and make a recommendation to the SB, which will be submitted to the binding ex-post say on pay vote of the shareholders at the May AGM.

Our Senior Management Team, including the MB, is largely invested in Group shares. In this respect, their interests are totally aligned with that of our shareholders. It should also be noted that our managers agreed to reduce their remuneration during the COVID crisis. The balance was donated to support COVID aid initiatives.

IV. QUESTION DE M. SEBASTIEN BERTRAND

Le 29 juillet 2020, vous avez communiqué au travers de votre présentation des états financiers semestriels sur les faits suivants :

“- Very strong liquidity : record level of cash and undrawn credit facilities (Bn 12.7 €)

- Well spread debt maturity profile

- Ample headroom under covenants (Bn 18 €)“

En tant qu'actionnaire d'UNIBAIL-RODAMCO-WESTFILED SE, je comprends que la société dispose d'une position de trésorerie solide et que le risque de rupture des covenants est très faible.

Le paragraphe 5.4 de l'annexe des états financiers semestriels indique, par ailleurs, que le groupe a procédé à un test de dépréciation de l'ensemble de ses écarts d'acquisition sur la base d'un plan d'activité estimé à cette date.

Le 16 septembre 2020, soit moins de deux mois jours après la publication états financiers semestriels 2020, vous annoncez un plan de refinancement du groupe qui conduit à une augmentation de capital, fortement dilutive de Bn 3.5 €

Entre le 29 juillet et le 16 septembre 2020, avez-vous identifié de nouveaux indices de pertes de valeurs, qui ne seraient pas matérialisés dans les états financiers au 30 juin 2020, et qui conduiraient à des dépréciations importantes des écarts d'acquisition ?

En IFRS, la valeur recouvrable des écarts d'acquisition est testée chaque année ou à chaque date de clôture dès qu'il y a un signe qu'un actif pourrait être déprécié. En raison de la COVID-19 et de la fermeture de la plupart des centres commerciaux du Groupe pendant plusieurs mois en 2020, le Groupe a effectué des tests complets des écarts d'acquisition pour les clôtures des comptes au 30 juin et au 30 septembre 2020.

Les hypothèses pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition alloués à chaque segment géographique au 30 septembre 2020 sont présentées dans le rapport financier des résultats des 9 premiers mois de 2020.

La dépréciation totale des écarts d'acquisition sur les 9 premiers mois de 2020 s'élève à -1 456,1 M€ (-736,4 M€ au S1-2020), dont -572,2 M€ liés à des activités de prestations de service, -40,9 M€ liés à des économies d'impôts et -842,9 M€ liés à d'autres écarts d'acquisition. Suite à cette dépréciation, les écarts d'acquisition dans l'état consolidé de la situation financière (IFRS) au 30 septembre 2020 s'élève à 1 398,4 M€.